

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 166 6 septembre 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Le PS veut « rénover » sur le terrain... de Sarkozy

L'Université d'été du PS vient d'être le théâtre d'un véritable jeu de massacre pour le pouvoir au sein du parti. Entre les absences de Fabius, de DSK en campagne pour la présidence du FMI, d'Aubry ou de Lang, et la sortie des livres de dirigeants du PS pour dénoncer la campagne de Royal, la lutte pour le pouvoir est ouverte, suscitant les appétits et les ambitions des éléphants comme des jeunes lions. Montebourg, Valls appellent à « *s'affranchir des courants anciens* » pour mieux prendre la place. Royal, elle, tente de maintenir sa position au-dessus des clivages en appelant à la « *réconciliation* » et au « *travail collectif* »... derrière elle.

Mais au-delà de toutes les manœuvres d'appareil et de pouvoir, le bilan tiré par les uns et les autres de la défaite aux élections présidentielles va dans le même sens. Sur le fond, tous réclament d'assumer clairement et jusqu'au bout toute la politique libérale qu'ils mènent dans les faits depuis des années en regrettant de n'avoir pas mené une campagne... plus à droite.

Après s'être excusée d'avoir défendu le SMIC à 1500 € brut, Royal entonne maintenant son refrain sur l'ordre moral en expliquant que « *la gauche est accusée (...) de déresponsabiliser nos concitoyens, et de ne parler que de droits, quand il faudrait parler de devoirs et de contreparties* ». Montebourg réclame un « *alignement* » des régimes spéciaux de retraite sur le régime général. Hollande déclare sur les 35h : « *C'est vrai que la France ne travaille pas assez !* ». Valls résume le tout en expliquant : « *ce qui compte, c'est que les chantiers s'ouvrent et qu'il n'y ait pas de tabous sur la nation, sur le travail, et donc sur la question des 35 heures ou sur les retraites* ».

La gauche gouvernementale reprend donc à son compte ce vieux fatras d'idées réactionnaires dont se sert Sarkozy : la patrie, les discours de morale, le mérite et les « *devoirs* » pour rendre responsables de leur situation les victimes mêmes de ce système d'inégalités sociales, sans parler de la démagogie sur la « valeur travail » où tous ces privilégiés répètent qu'il faut travailler plus et partir plus tard à la retraite.

Rocard, également présent et tout juste promu par Sarkozy à la tête d'une commission gouvernementale sur l'enseignement, est venu expliquer qu'il fallait arrêter de fustiger le libéralisme : dénonçant « *l'étatisme* » et même l'augmentation trop excessive du SMIC en 1981... il s'emporte : « *ces imbécillités nous ont pratiquement massacrés. (...) Quinze ans après la chute de l'URSS, nous sommes, politiquement, des libéraux* ».

Emmanuelli non plus ne veut pas être en reste, en répondant à propos de l'acceptation du marché par le PS que l'affaire n'est pas nouvelle: « *les socialistes l'ont fait, le vendredi 23 mars 1983 à 11 heures du matin, en acceptant, de rester dans le système monétaire européen, matrice du futur*

euro, et en mettant en oeuvre un plan d'austérité sévère ». Voilà le PS engagé à son tour dans une psychothérapie de groupe, finis les complexes !

Quand le PS participe de la même idéologie que la droite

Se faisant, le PS participe de la même bataille idéologique que Sarkozy mène contre le monde du travail. Il reprend à son compte les mêmes « valeurs » sur le marché, le mérite, les « devoirs » pour les opprimés et les plus pauvres, pour mieux justifier cette société gangrenée par les inégalités sociales.

Il participe de cette politique qui veut convaincre les opprimés qu'il n'y a aucune issue au capitalisme, si ce n'est d'espérer des miettes des profits qu'une infime minorité s'accapare de façon parasitaire sur le travail collectif de l'immense majorité.

Attali, qui dirige la commission gouvernementale sur les « freins » de la croissance, applaudit l'université d'être du PS où, enfin, on a pu entendre qu'il fallait travailler plus ou partir plus tard à la retraite ! Il le dit clairement : « *les expériences étrangères nous enseignent qu'il n'existe pas, en général, de réponses très différentes entre la gauche et la droite* ».

Effectivement, il n'y a pas d'autres réponses pour ces partis institutionnels, qui gèrent alternativement ou parfois en même temps les affaires de la bourgeoisie, son Etat comme ses intérêts.

Les déclarations du PS font écho à celles de Sarkozy qui rêve de saper toute idée de contestation sociale et politique du capitalisme, toute idée un tant soit peu collectiviste, moderne, face à la morale réactionnaire d'une société de classe qui fait l'apologie de la propriété privée et de l'enrichissement sur le dos des autres.

Cela est si profond que même lorsque Hollande tente timidement de donner le change en appelant le PS à être uni pour constituer une opposition au gouvernement, il est vite renvoyé dans les cordes. Gorce répond qu'il faut une opposition « *ni caoutchouc ni frontale* », sans exclure la recherche de convergences avec la droite. Valls n'écarte pas de « *faire un bout de chemin avec la majorité sur des sujets qui peuvent faire consensus* ». Et Royal reconnaît à Sarkozy « *une sincère volonté de réforme* »...

L'actualité du combat pour le socialisme et le communisme

Face à cette situation, le PC se retrouve dans une impasse. Sans poids électoral, sa seule perspective consiste à implorer le PS de changer de cap. Pour Marie Georges Buffet, la situation de la gauche est « *dans un tel champ de ruines que le déclic ne peut pas venir d'un seul parti. (...) Les socialistes doivent donner un coup de barre à gauche !* ».

Vu les rapports de force, la prière n'est qu'un voeu pieux, d'autant que le PC comme les Verts accourent sans la moindre critique à l'appel de Hollande de constituer un « *comité de liaison de la gauche* »... à l'approche des municipales.

Cette évolution de la gauche traduit la fin d'une période pendant laquelle ces partis issus du mouvement ouvrier se sont intégrés à l'Etat et se sont institutionnalisés. L'évolution du PS en fait un parti dont la seule ambition consiste à aller au pouvoir pour appliquer la politique de remises en cause des acquis sociaux réclamés par la bourgeoisie face à la mondialisation.

Face à cela, il nous faut construire, en rupture avec cette gauche faillie, un parti anticapitaliste, démocratique et révolutionnaire. Un parti pour les luttes, pour leurs convergences, qui défende les intérêts politiques des opprimés face à la bourgeoisie et à son Etat. Un parti qui regroupe des jeunes et des salariés révoltés par les inégalités sociales qui se creusent de plus en plus, mais aussi des militants syndicaux ou politiques qui ne veulent pas abdiquer de se battre pour changer les choses. Un parti qui défende les idées de transformations révolutionnaires de la société, qui conteste la propriété privée,

défende la collectivisation des moyens de production qui ne servent aujourd’hui qu’à enrichir une infime minorité de financiers au détriment de l’immense majorité.

Alors que ceux qui ont abdiqué d’elles s’intègrent à l’ordre bourgeois ou s’effondrent, les idées du socialisme et du communisme gardent toute leur jeunesse...

Denis Seillat

↑

**Si *débatmilitant* te plaît, n’hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s’abonner...**